

## Prélèvement à la source : "l'Himalaya" pour M. Eckert

### *Attention que les agents de la DGFIP ne manquent pas d'oxygène.*

Jeudi 14 février en fin d'après midi, le secrétaire d'Etat au budget a reçu les Fédérations des Finances pour un point sur le dossier du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu. Cette rencontre faisait suite à deux réunions entre le Directeur Général des Finances Publiques et les syndicats de la DGFIP, dont une sur les seuls sujets techniques. Après de rapides propos introductifs, M. Eckert a rapidement cédé la parole aux fédérations

**FO Finances** a réitéré son opposition à cette réforme de la collecte de l'impôt, qui constitue d'une part une fausse simplification et d'autre part n'est en rien une réforme fiscale.

Au-delà des dangers pour les recettes de l'Etat en cas de défaillance des entreprises, cette usine à gaz va générer un surcroît de travail dans les services de la DGFIP dans un contexte de suppressions d'emplois et sur fond de restructurations incessantes. Rappelant le délai contraint pour la mise en œuvre, la délégation **FO Finances** en a demandé le report considérant que la DGFIP ne se trouve pas dans les meilleures conditions pour mener à bien cette mission complémentaire.

De plus, si cette réforme est considérée comme une priorité, l'administration qui la porte devrait devenir prioritaire. En conséquence, nous avons demandé l'arrêt des suppressions d'emplois et une pause dans les restructurations du réseau.

Sur un plan plus technique, nous sommes revenus sur quelques difficultés déjà identifiées lors du Groupe de travail DGFIP du 1<sup>er</sup> Avril (voir compte rendu sur [www.fo-dgfip.fr](http://www.fo-dgfip.fr)) mais dont la solution n'est toujours pas arbitrée à ce jour, telles que les particuliers employeurs, les saisonniers, les frontaliers, l'imputation des crédits et réductions d'impôts.

Dans ses réponses, le ministre a, certes convenu de la charge de travail supplémentaire mais ne s'est engagé sur rien en termes de moyens.

Pour M. Eckert, cette mission ne transforme pas la DGFIP en administration prioritaire et il semble convaincu que la réussite est au bout de ce qu'il compare à « l'ascension de l'Himalaya », étant entendu que nous ne serions arrivés qu'au 2<sup>ème</sup> camp de base.

A nos questions sur le pourquoi d'un tel projet alors que l'existant fonctionne très bien, le seul argument consiste à dire que les autres pays le font.

Sur les restructurations, il en est visiblement resté à la suppression des trésoreries à 2 agents ! Provocation, ignorance ou tentative d'invalidation de nos arguments en nous faisant passer pour des archaïques, cela reste difficile à déterminer. Nous lui avons vivement indiqué que les restructurations en cours vont bien au delà et que des postes et services parfaitement viables sont fusionnés au mépris des besoins des populations et des conditions de vie et de travail des agents.

A l'entendre, nous étions en train de lui réclamer le retour au réseau de la IV<sup>ème</sup> République.

**Pour FO Finances, il est grand temps de donner un peu de sérénité au réseau de la DGFIP qui, bien que peuplé d'alpinistes, selon la métaphore utilisée par le ministre, pourrait manquer d'oxygène avant la fin de ce projet.**

Délégation : Philippe GRASSET SG de la Fédération des Finances FO

Hélène FAUVEL SG de FO-DGFIP

Françoise GAUCHET SG Adjointe de la Fédération des Finances FO